PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Elections législatives du 23 novembre 1958

Département de l'Ariège — 2me Circonscription

Electrices, Electeurs,

Après les élections de Janvier 1956, le Parti Communiste avait proposé au parti socialiste et au parti radical d'étudier ensemble et d'appliquer un programme commun. Si cette proposition. renouvelée à plusieurs reprises, avait été acceptée, il aurait été possible de trouver une base d'accord pour négocier la paix en Algérie ; de réduire la durée du service militaire à un an ; de diminuer les dépenses militaires et de donner plus pour les budgets civils : construction, enseignement, fonds routier, adductions d'eau, électrifications, etc...

Il aurait été possible d'augmenter les salaires, les traitements, les pensions et retraites, les allocations familiales ; de supprimer les abattements de zone ; d'assurer le plein emploi de la main-d'œuvre ; d'accorder le remboursement effectif des frais médicaux et pharmaceutiques à 80 pour cent par la Sécurité Sociale.

Il aurait été possible de réaliser une réforme fiscale juste, frappant les milliardaires et allégeant les charges des petits contribuables, tout en assurant l'équilibre du budget de l'Etat.

Il aurait été possible de sa isfaire les revendications des Anciens combattants et victimes de guerre.

Il aurait été possible de soutenir les petits cultivateurs, de leur accorder le prix différentiel pour le blé ; d'encourager l'élevage en assurant la protection contre la fièvre aphteuse et autres maladies ; d'aider les agriculteurs sinistrés par la grêle, les gelées, les inondations ; d'assurer les familles paysannes contre les risques maladie, chirurgie et maternité.

Oui, tout cela était possible, si la majorité de gauche qui existait au parlement comme dans le pays s'était unie pour le réaliser, comme le proposait le Parti Communiste, et comme la plupart d'entre vous le souhaitaient.

Vous en avez la preuve avec le vote des trois semaines de congés pour les ouvriers, et le vote du Fonds National Vieillesse, obtenus avec les voix des députés communistes.

Mais socialistes et radicaux, par anti-communisme, ont préféré rechercher l'appui de la droite, et continuer la politique de la réaction. Celà nous a conduit au coup de force du 13 mai à Alger, et à la remise en cause de toutes les conquêtes sociales acquises.

Electrices, Electeurs,

L'Ariège continue à se dépeupler, surtout dans les régions où aucune industrie n'est implantée. Aucune perspective d'avenir n'est offerte à la jeunesse.

La mine de Sentein n'a pas repris son activité. Les tricotages de l'Ariège ont fermé à Pamiers et à Saverdun. Déjean et Galy-Gasparrou ont voté le Marché Commun, qui frappera la métallurgie de Pamiers.

La réduction des crédits pour la construction va entraîner le chômage dans le bâtiment, alors qu'il manque des logements à Saint-Girons, à Pamiers, à Mazères, à Saverdun, notamment.

Les agriculteurs sont frappés par la baisse des cours du bétail, alors qu'ils voient les colons accaparer les plus grosses propriétés. Les petits fermiers et métayers sont encore plus touchés.

Les petits commerçants subissent les répercussions du manque de pouvoir d'achat de la classe ouvrière.

Pour s'attaquer aux causes profondes du mal, le Parti Communiste propose la transformation de la société capitaliste en une communauté socialiste où les grands moyens de production et d'échange seront la propriété du peuple tout entier.

Notre progamme immédiat :

Il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la nation.

Il faut assurer à tous du travail. Des implantations d'industries nouvelles sont possibles en Ariège, où l'eau et le courant électrique sont abondants. Des chantiers peuvent s'ouvrir (routes, adductions d'eau...) La création d'H.L.M. et de constructions permettant l'accession à la propriété est nécessaire.

Une véritable assurance-chômage aux frais des patrons doit être créée, et le niveau de vie des travailleurs relevé.

Nous voulons aider les petits paysans, les artisans, les petits commerçants, non par de vaines promesses, mais par des actes.

La paix en Algérie, par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, reste au centre de nos préoccupations.

Une politique de paix et d'indépendance, basée sur la coopération pacifique avec tous les peuples, permettrait de consacrer plus de crédits à l'industrie, à l'agriculture, à l'équipement du pays, à la construction. Ainsi pourrait être accordée aux municipalités de Pamiers et de Saint-Girons l'aide financière qui leur permettrait de réaliser leur tout-à l'égoût, ce qui aurait pour répercussion d'ouvrir d'importants chantiers.

L'avenir de la jeunesse doit être assuré par une réforme démocratique de l'enseignement, la création de nouveaux cours complémentaires dans quelques cantons, l'ouverture de centres d'apprentissage, y compris pour les jeunes filles. Les jeunes doivent avoir du travail assuré, et les possibilités de s'éduquer, de se distraire, de pratiquer les sports.

Le tourisme et le thermalisme, mieux exploités, peuvent devenir une source de richesse pour notre département, incomparable par son climat et la généreuse beauté de ses sites naturels.

De vieilles stations thermales autrefois réputées : Aulus, Audinac, Sentein, peuvent retrouver leur prospérité.

Pour réaliser ce programme, pour restaurer la République et construire une démocratie rénovée, vous ne pouvez pas faire confiance à ceux qui sont responsables de nos difficultés, des malheurs de la France.

Pour barrer la route à la réaction, pour bâtir un avenir meilleur, votez et faites voter pour le candidat du Parti Communiste Français :



Emile DARAUD

CONTROLEUR PRINCIPAL DES P.T.T.
PREMIER CONSEILLER MUNICIPAL DE PAMIERS
ANCIEN MAIRE DE PAMIERS
ANCIEN CONSEILLER GÉNÉRAL

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Edmond CAUJOLLE, *agriculteur*

Conseiller Municipal de Contrazy

Imp. F. SOULA. — Pamiers

Vu, le Candidat.